

De la logique des passions à la vocation de l'engagement

*Georges Bernanos, François Mauriac et Emmanuel Mounier
face à la guerre d'Espagne*

par Philippe BRADFER,

Chercheur au Département des Affaires Publiques et Internationales
de l'Université Catholique de Louvain.

★

Affirmer qu'il existe en France, depuis longtemps déjà, des liens étroits entre les intellectuels et la politique ne constitue pas une nouveauté. C'est une constatation de fait que, par le passé, des auteurs tels que Raymond Aron ou René Rémond ont établie avec rigueur (1). Autrement dit, qui s'intéresse à l'étude des intellectuels français se doit de considérer leur engagement politique, entendu au sens le plus large, comme une donnée première. A cet égard, les prises de position publiques de Voltaire lors du procès de Calas tout comme celles de Zola lors de la condamnation de Dreyfus constituent des références obligées (2).

En choisissant de consacrer cette étude à l'engagement de Georges Bernanos, François Mauriac et Emmanuel Mounier face à la guerre d'Espagne, nous nous sommes proposé un double objet. D'une part, la mise en évidence de l'importance qu'a revêtue, plus que toute autre, pour les intellectuels français, une crise internationale dans le cadre d'une conjoncture qui, dans les années trente, a elle-même constitué un moment particulièrement riche et révélateur de l'histoire de l'engage-

(1) Voir R. ARON, *L'opium des intellectuels*, Paris, Gallimard, 1968 ; R. REMOND, Les intellectuels et la politique, *Revue française de science politique*, 9 (1959), 4, pp. 860-880.

(2) Voltaire contribua à la réhabilitation de Calas, victime d'une erreur judiciaire due à l'intolérance religieuse. Calas fut en effet accusé, à tort, d'avoir tué son fils pour l'empêcher d'abjurer le protestantisme. Quant à Zola, rappelons que par la publication de « J'accuse », le 13 janvier 1898, il imprima une vigueur nouvelle et décisive au combat pour la révision du procès de Dreyfus.

ment politique des intellectuels français. D'autre part, la délimitation d'un champ réduit d'observation et de réflexion dans le but de mieux cerner ce rapport essentiel de l'intellectuel à l'événement ainsi que l'engagement politique qui le sous-tend.

L'intellectuel français dans la conjoncture des années trente.

Nombreuses sont les particularités de l'activité politique de l'intellectuel qui nous donnent à penser que son influence, même si elle est difficile à apprécier, a été réelle dans la vie politique française des années trente. Dans cette perspective, bien qu'il ne constitue pas un fait nouveau depuis l'affaire Dreyfus, le caractère collectif de l'engagement politique des intellectuels demeure une donnée essentielle. Mais il en est d'autres qui, tout en mettant en valeur l'action des intellectuels, nous donnent les moyens de mieux la comprendre et de mieux l'évaluer. Soulignons ici la mise en place, par des intellectuels, de structures organisationnelles de mobilisation et d'action (3), ainsi que le développement d'une presse politique hebdomadaire auquel collaborèrent nombre d'entre eux. Evoquons enfin l'internationalisation croissante de leurs préoccupations politiques ainsi que l'influence, souvent déterminante sur leurs choix politiques, des idéologies étrangères (4) et nous aurons réuni les principaux éléments qui ont contribué à la cristallisation d'une vocation nouvelle de l'engagement à laquelle le poids des événements des années trente en général et de la guerre d'Espagne en particulier ont conféré un caractère irrésistible.

L'explication serait toutefois insuffisante si elle ne faisait sa part à la volonté des hommes. En effet, que l'engagement des intellectuels exprime le refus de la neutralité face à l'événement, le rejet de la « tentation de l'irresponsabilité » comme l'écrira plus tard Jean-Paul Sartre (5), ou l'affirmation d'un « droit de regard » que chacun possède sur son voisin ainsi que l'écrivit André Gide à l'époque (6), il est avant tout

(3) Nous songeons entre autres au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes fondé en 1934.

(4) Sur ce dernier aspect nous renvoyons à H.R. LOTTMAN, *La rive gauche*, Paris, Seuil, 1981, pp. 71 et ss ; J. FRANK, *French intellectuals between wars*, Dissent, 31 (1984), 1, pp. 103-108.

(5) Voir J.-P. SARTRE, Présentation, *Les Temps Modernes*, 1 (1945), p. 1.

(6) Cité par H.R. LOTTMAN, *op. cit.*, p. 45. A l'époque, Gide estimait devoir participer aux pressions exercées sur le ministre de la propagande nazie, Joseph Goebbels, en vue d'obtenir la libération du secrétaire de la troisième Internationale, Georgui Dimitrov, ainsi que de ses camarades, accusés à tort de l'incendie du Reichstag.

l'expression de leur volonté d'assumer dans la cité la conscience des événements qui est la leur.

Sur la genèse du phénomène nous nous bornerons à faire remarquer que les années qui ont suivi la fin de la première guerre mondiale semblent avoir été déterminantes par les sentiments de déception et de désespoir qu'elles ont suscités chez de nombreux intellectuels convaincus que l'Europe traversait alors une profonde crise de valeurs. A cet égard, il est révélateur que la défaillance du spiritualisme moderne et l'idée de décadence qui lui est liée aient constitué des thèmes privilégiés de la pensée française (7).

Mais, au-delà de cette prise de conscience, le fait qui nous paraît essentiel est l'attitude des intellectuels qui, rejetant tout conformisme social et politique, se sont engagés en esprit et en actes dans les voies du renouveau, se sont mués en porte-parole des systèmes de réforme et ont développé une conscience nouvelle de leurs responsabilités dans la société. La conjoncture de crises, tant internes qu'internationales, et la pression des événements fondamentaux qui l'ont alimentée, nous permettent quant à elles de mieux saisir l'état de nécessité de leur engagement.

Maintenant, que bien souvent ce soit une logique des passions qui ait déterminé l'activité politique des intellectuels ne doit pas étonner lorsque l'on considère le caractère de plus en plus passionnel, voire haineux, du climat politique français des années trente ainsi que l'accentuation de la polarisation des intellectuels aux extrêmes. Du reste, il n'est sans doute pas excessif de penser que certains d'entre eux contribuèrent directement à nourrir, aux moments les plus critiques de la décennie, ce que d'aucuns ont alors considéré comme un véritable climat de guerre civile.

Nous touchons sans doute ici au cœur du difficile problème de la nature, des conséquences et des limites de l'action politique des intellectuels ; problème que Julien Benda, en dénonçant parmi les intellectuels ceux qui s'étaient mis à faire le jeu des passions politiques, avait déjà eu le mérite de soulever dans *La Trahison des clercs* (8). En se référant à l'affaire Dreyfus ainsi qu'au combat pour la justice et la vérité dont elle avait été le symbole, il y avait défendu les principes d'un art et d'une pensée désintéressés au nom des valeurs éternelles et universelles. Ce faisant, il prenait position dans un débat qui,

(7) Voir par exemple A. MALRAUX, *D'une jeunesse européenne*, Paris, Grasset, 1927 ; P. DRIEU LA ROCHELLE, *Le jeune Européen*, Paris, Gallimard, 1927 ; G. BERNANOS, *La Grande Peur des bien pensants*, Paris, Grasset, 1931.

(8) J. BENDA, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927.

à l'heure où les religions séculières divisaient l'Europe, devait fatalement se présenter, ainsi que nous le montrera la tragédie espagnole, sous un jour beaucoup plus complexe et plus incertain.

La tragédie espagnole.

Loin d'avoir été une affaire purement intérieure, la guerre civile espagnole a concerné la plupart des puissances européennes. Si bon nombre d'entre elles se sont ralliées dès août 1936 à la proposition franco-anglaise de non-intervention, certaines, comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Union Soviétique n'hésitèrent pas à intensifier leur aide à l'un ou l'autre des deux camps, faisant ainsi coïncider de manière paradoxale la mise en place d'un Comité de non-intervention avec une internationalisation croissante du conflit (9).

En France, le soulèvement des généraux contre la jeune République espagnole le 17 juillet 1936 devait connaître un profond retentissement. Si celui-ci peut se comprendre par la proximité des deux pays, il semble surtout avoir résulté de l'attitude du gouvernement de Front populaire en place depuis mai 1936. Sa première réaction fut en effet de venir en aide à la République qui, faut-il le rappeler, vivait elle aussi à l'heure du Front populaire depuis février 1936. Pour résumer la situation nous dirons donc avec Jean-Baptiste Duroselle que « tout incitait le Front populaire français à aider son homologue espagnol : les sympathies politiques, de nombreuses amitiés personnelles, et, tout simplement, le droit international qui n'interdit pas de livrer des armes à un gouvernement légitime » (10).

Toutefois, la fermeté de la Grande-Bretagne, défavorable à toute forme d'aide à la République espagnole, l'opposition du Parti radical, indispensable partenaire gouvernemental, ainsi que les violentes réactions des milieux de droite amenèrent malgré lui le gouvernement de Léon Blum à se déclarer en faveur d'une politique de non-intervention. Dans ces conditions, nous pouvons douter du fait que le gouvernement français ait vraiment eu le choix d'une autre politique. Cela d'autant plus que le climat politique ne cessa de se détériorer après juillet 1936.

En effet, les composantes religieuses et idéologiques de la tragédie espagnole sensibilisèrent davantage une intelligentsia et une opinion publi-

(9) Sur la guerre d'Espagne nous nous sommes référé aux deux ouvrages fondamentaux : H. THOMAS, *La guerre d'Espagne*, Paris, Laffont, 1961 ; P. BROUË et E. TEMINE, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Ed. de Minuit, 1961.

(10) J.-B. DUROSELLE, *La décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 301.

que déjà en proie à une vive agitation depuis février 1934. A ce titre, il est intéressant de noter que Raymond Aron date de 1936 la profonde division de la plupart des hommes politiques et des intellectuels français en deux camps opposés (11). Dans ce processus, il nous semble bien que la guerre d'Espagne a constitué un fait décisif. La violence des débats publics qu'elle a déclenchés confirme cette appréciation.

Quoi qu'il en soit, qu'elle ait suscité chez les uns les plus vives réactions ou qu'elle fût chez les autres à l'origine d'un profond sentiment d'« illusion lyrique », pour reprendre les termes de *L'Espoir* d'André Malraux, la rébellion des militaires espagnols a sans aucun doute provoqué en France un grand mouvement passionnel.

Des catholiques dans leur siècle.

Dans ce premier tiers du siècle, la chrétienté n'échappe pas aux bouleversements. En effet, si certains courants du catholicisme français, encouragés par la doctrine sociale de Léon XIII, tentent de mettre un terme au divorce persistant entre les catholiques et la République, la masse des catholiques demeure dressée contre la société issue de 1789. Entretien sous l'influence du royalisme et du cléricisme, elle reste résolument tournée vers le passé (12).

Tout au long de la guerre civile espagnole les catholiques français furent profondément divisés tant il est vrai que les excès commis par une révolution ouvertement appuyée par l'Union Soviétique ainsi que la violence aveugle d'une guerre « sainte » soutenue par la hiérarchie de l'Eglise d'Espagne, l'Italie et l'Allemagne ne pouvaient manquer de leur poser un cruel cas de conscience.

Ces données, bien que fragmentaires, sont essentielles pour comprendre et situer dans leur temps et face à un événement singulièrement tragique, les attitudes politiques de Bernanos, Mauriac et Mounier. Une esquisse de leurs options politiques avant 1936 nous permettra d'apporter davantage de lumière à l'examen de leurs prises de position et de leur évolution face à la guerre d'Espagne.

Le royalisme et l'enracinement chrétien sont indéniablement les options profondes qui marquèrent l'existence de Georges Bernanos. Dès la fin du XIX^e siècle, nourri par l'image d'une société moderne corrompue, son antisémitisme et son nationalisme font de lui un opposant au ralliement et au catholicisme social. Dans cette perspective, nous com-

(11) R. ARON, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 147.

(12) Voir R. REMOND, *Les catholiques dans la France des années trente*. Paris, Ed. Cane, 1979.

prenons mieux son adhésion aux Camelots du roi, mouvement qui, né en 1908 dans la lignée d'Action française, a pour objectif avoué le renversement de la République. Adeptes du « coup de force », il se déclare opposé à la démocratie et au parlementarisme qui consacrent à ses yeux, non pas le règne du peuple mais bien celui de l'argent et des partis. Malgré une certaine prise de distance à l'égard du mouvement maurassien au lendemain de la guerre, Bernanos restera jusqu'en 1936 profondément marqué par ses choix de jeunesse (13).

Pour sa part, ainsi qu'il le reconnaîtra lui-même, François Mauriac verra très tôt naître en lui une « opposition permanente » qui vouera à un affrontement perpétuel les deux personnalités qui sont les siennes, celle du bourgeois conservateur et celle du chrétien progressiste (14). En effet, disciple de Barrès et lecteur de Maurras, ni son patriotisme, ni son cléricisme, ni son antiparlementarisme n'empêcheront, entre 1905 et 1907, son adhésion au Sillon de Marc Sangnier, mouvement catholique et démocrate fidèle à la doctrine sociale de Léon XIII. Dans l'entre-deux-guerres, le journaliste qu'il est devenu se distinguera par son conservatisme et un certain apolitisme si l'on en juge par les sujets de ses articles. Ce n'est qu'avec la guerre d'Éthiopie que s'amorcera chez lui une évolution que son antifascisme et son antinazisme illustreront progressivement à partir de 1935.

Quant à Emmanuel Mounier, il appartient à cette nouvelle génération — il a 27 ans lorsqu'il fonde *Esprit* en 1932 — qui, confrontée à la fin d'une époque, est convaincue que la crise de 1929 est moins le fait d'une simple crise politique ou économique que l'effondrement de toute une aire de civilisation. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre son œuvre de renouveau, tant spirituelle que politique. En s'opposant à l'esprit bourgeois ainsi qu'au marxisme et au fascisme, le personnalisme peut se comprendre comme une tentative à la fois de refus, de synthèse et de dépassement. Si de 1932 à 1939, ainsi que le note Michel Winock, *Esprit* évolue vers l'engagement politique, c'est en 1936 que se situe le tournant de cette évolution (15). Sous la pression des événements, le souci des moyens politiques viendra compléter le postulat de la révolution spirituelle. Comme Mounier l'écrira plus tard : « les événements allaient nous guérir de nos défauts » (16).

(13) Sur les attitudes politiques de Bernanos voir particulièrement S. ALBOUY, *Bernanos et la politique*, Paris, Ed. Privat, 1980 ; J. JURT, *Les attitudes politiques de Georges Bernanos jusqu'en 1931*, Fribourg, Ed. Universitaires de Fribourg, 1968.

(14) F. MAURIAC, *Mémoires politiques*, Paris, Grasset, 1967, p. 19.

(15) M. WINOCK, *Histoire politique de la revue « Esprit »*, Paris, Seuil, 1975, pp. 104 et ss.

(16) Cité par J.-M. DOMENACH, *Emmanuel Mounier*, Paris, Seuil, 1972, p. 104.

Georges Bernanos : de l'enthousiasme profranquiste à la révolution dénaturée (17).

Installé à Majorque depuis octobre 1934, Bernanos vivra les événements de l'été 1936 en témoin privilégié. De son propre aveu, l'expérience vécue de juillet 1936 à mars 1937, date à laquelle il rentra en France, constitua une période capitale de sa vie (18). Dans une lettre du 31 juillet 1936, Bernanos ne laisse place à aucun doute quant à sa prise de position, c'est en Camelot du roi et en homme d'ordre qu'il réagit. Favorable au coup de force, il prend parti pour les insurgés : « Avouez que j'ai eu raison de ne pas aller villégiaturer en France, écrit-il. Pour une fois que je vois des militaires assez culottés pour faire une *Revolución*, ça serait difficile de les lâcher » (19).

Ses illusions sur l'entreprise du général Franco ne durèrent toutefois que quelques semaines. En cause, l'épuration à laquelle se livrèrent à Majorque, dès août 1936, les nationalistes avec la complicité des autorités civiles et ecclésiastiques. Comment l'expliquer alors que l'île avait été préservée par la vague de violence politique qui déferla sur l'Espagne durant les mois précédant le soulèvement ? « En l'absence d'actes criminels, écrit-il, il n'a pu s'agir, à Majorque que d'une épuration préventive, une systématique extermination des suspects » (20).

Prenant conscience de l'implacable répression qu'engendre le *pronunciamento*, Bernanos, qui n'avait formulé aucune objection de principe contre le coup d'état, en vient à dénoncer violemment ceux qu'il avait soutenus. Il écrit : « Ce n'est pas l'usage de la force qui me paraît condamnable, mais sa mystique ; la religion de la Force mise au service de l'Etat totalitaire, de la dictature du Salut Public, considérée, non comme un moyen, mais comme une fin » (21). On le voit, la défense de l'ordre et de la catholicité espagnole, dont se prévalait Franco, ne lui masqua pas longtemps la nature du régime qui était en train de se mettre en place.

(17) Pour une bonne compréhension des prises de position de Bernanos lors de la guerre d'Espagne, nous renvoyons en tout premier lieu aux *Grands Cimetières sous la lune*, Paris, Plon, 1938. Il faut y ajouter les articles qu'il publia dans *Sept* entre juin 1936 et février 1937. Pour l'ensemble de ces textes nous nous sommes référés à l'édition de la Pléiade, *Essais et Ecrits de combat*, t. 1, Paris, Gallimard, 1971. Citons en outre sa correspondance, reprise pour la période 1934-1948 dans *Combat pour la vérité*, t. 2, Paris, Plon, 1971.

(18) Cité par S. ALBOUY, *op. cit.*, p. 157.

(19) Lettre à Christiane Magnificat, Palma, 31 juillet 1936, dans *Combat pour la vérité*, *op. cit.*, p. 148.

(20) *Les Grands Cimetières sous la lune*, *op. cit.*, p. 417.

(21) *Ibid.*, p. 416.

Par la suite, si l'on en juge par l'interprétation qu'il donna de l'événement dans *Les Grands Cimetières sous la lune*, la publication, le 1^{er} juillet 1937, de la lettre collective de l'épiscopat espagnol, a constitué un élément décisif de son appréciation (22). En effet, Bernanos n'hésite pas à souligner la coïncidence qui existe entre la date de cette publication et celle de la prise de Bilbao par les nationalistes, survenue le 19 juin 1937. Quoi de plus gênant en effet, selon lui, que de prêcher la croisade contre des chrétiens aussi fidèles à l'Eglise que les Basques ? La question était d'autant plus délicate que Guernica fut rasée, le 26 avril 1937, par la légion Condor et que le fer de lance de l'opération contre Bilbao était constitué par des troupes maures. En clair, Bernanos suggère que l'épiscopat espagnol a préféré attendre que le problème basque fût supprimé pour ne pas avoir à le résoudre (23).

Ainsi son analyse le conduit-elle à dénoncer très sévèrement la responsabilité du clergé espagnol dans la prolongation de la guerre civile : « Je comprends très bien que l'esprit de Peur et l'esprit de Vengeance — mais ce dernier est-il autre chose que l'ultime manifestation de la Peur ? — inspirent la Contre-Révolution espagnole, écrit-il. Qu'un tel esprit l'ait inspirée, je ne m'en étonne nullement. Qu'il la nourrisse aussi longtemps, voilà le problème. J'écris donc, en langage clair, que la Terreur aurait depuis longtemps épuisé sa force si la complicité plus ou moins avouée, ou même consciente, des prêtres et des fidèles n'avait finalement réussi à lui donner un caractère religieux » (24).

A ses yeux, les persécutions dont l'Eglise avait été victime ne pouvaient en aucun cas justifier la transgression des valeurs dont elle avait la garde ainsi que le rejet du peuple qu'elle avait pour mission de protéger et de guider. De son constat il tire une grande amertume, « le scandale qui me vient d'elle m'a blessé au vif de l'âme, confie-t-il, à la racine même de l'espérance » (25). En négligeant l'honneur chrétien et en prenant parti contre la charité du Christ dans laquelle elle réside, l'Eglise a doublement failli à sa mission.

Finalement, tout au long des *Grands Cimetières sous la lune*, Bernanos maintiendra qu'il n'a pas modifié son point de vue et que s'il n'a pas persisté dans son soutien à la cause nationaliste, c'était parce que celle-ci s'était dénaturée. En la trahissant, la Phalange, les militaires et l'Eglise ont fait triompher la Peur et l'Imposture. Symboles du cynisme et de

(22) *Lettre collective des évêques espagnols à ceux du monde entier à propos de la guerre d'Espagne*, Paris, SGIE, 1937.

(23) Voir *Les Grands Cimetières sous la lune*, op. cit., p. 423 ; ainsi que la note de Jacques Chabot dans l'édition de la *Pléiade*, p. 1471.

(24) *Les Grands Cimetières sous la lune*, op. cit., p. 425.

(25) *Ibid.*, p. 426.

l'hypocrisie de la révolte militaire et cléricale, ces thèmes se retrouvent abondamment dans son œuvre. Cette révolte, Bernanos se devait de la dénoncer car derrière elle se profilait une lutte sociale sans merci ainsi que les mécanismes d'un système ploutocratique qu'il avait déjà dénoncé dans *La Grande Peur des Bien-Pensants* et qui une fois de plus démontraient la collusion des puissances d'ordre et d'argent.

François Mauriac : de la « réaction » au Manifeste pour la défense du peuple basque (26).

Lorsque l'on considère la position de Mauriac à l'égard du Front populaire, on ne peut guère le soupçonner d'être révolutionnaire au début de l'été 1936. Lorsque se déclenche en Espagne la rébellion militaire, les termes du débat, pour lui comme pour la majorité des catholiques français, sont clairs, note Jean Lacouture : « d'un côté, un cabinet dominé par les francs-maçons encouragé et défendu par les anarchistes « déterreurs de carmélites », de l'autre une droite plus ou moins musclée qu'inspire le catholique Gil Roblès » (27). Estimant que seul Franco peut mettre un terme à la lutte fratricide, Mauriac, ainsi qu'il le reconnaîtra dans un article de 1938, réagit en « homme de droite » (28).

En effet, dès le 25 juillet 1936 il prend position de manière violente et menaçante à l'égard du gouvernement de Léon Blum encore hésitant sur la politique à adopter vis-à-vis du *Frente popular*. « Faites attention, menace-t-il, nous ne vous pardonnerions jamais ce crime. S'il est prouvé que nos maîtres collaborent activement au conflit de la péninsule, alors nous saurons que la France est menée non par des hommes d'état mais par des chefs de bande aux ordres de ce qu'il faut bien appeler l'Internationale de la haine » (29).

Toutefois, la prise de Badajoz par les nationalistes en août 1936 et les massacres qu'ils y perpétrèrent estomperont cette première réaction. « Les massacres et les sacrilèges de Barcelone, écrit Mauriac, dictaient aux vainqueurs de Badajoz leur conduite. Ils se réclament de la religion traditionnelle de l'Espagne (...) ils n'auraient pas dû, en ce jour de

(26) La plupart des articles que Mauriac consacra à la guerre d'Espagne parurent dans *Le Figaro*, *Sept* et *Temps présent*. Ils sont repris dans ses *Mémoires politiques*, *op. cit.*

(27) J. LACOUTURE, *François Mauriac*, Paris, Seuil, 1980, p. 319.

(28) Voir « Mise au point », juin 1938, dans *Mémoires politiques*, *op. cit.*, p. 90.

(29) L'Internationale de la haine, *Le Figaro*, 25 juillet 1936 ; *art. cit.* dans F. DURAND, Mauriac et la guerre d'Espagne, dans *Travaux du Centre d'études et de recherches sur François Mauriac* (1979), 5, pp. 23-38, *loc. cit.*, p. 25.

fête, verser une goutte de sang de plus que ce qu'exigeait l'atroce loi de la guerre » (30). A la suite de cet épisode tragique, revenu à plus de mesure et de lucidité, il condamnera la violence des deux parties qui s'affrontent ainsi que la guerre dont le peuple espagnol est la victime.

Mais c'est en mars 1937, lorsque débute l'offensive nationaliste contre les provinces basques, offensive à laquelle les bombardements de Durango et de Guernica donnèrent un retentissement international, que s'amorce pour Mauriac le grand tournant. En effet, les événements qui se déroulent au Pays basque l'amèneront à condamner de plus en plus sévèrement la cause nationaliste. Ne voulant, ni ne pouvant passer sous silence le massacre des ecclésiastiques, « en tant que catholique et parce que catholique », il prend parti « contre le général Franco, et contre la hiérarchie espagnole, d'abord pour le peuple et pour le clergé basques, puis pour le prolétariat d'Espagne » (31). Car il existe, à ses yeux, un crime que les assassins de Barcelone n'ont pas commis, celui d'avoir compromis le Christ.

La parution, après Guernica, du *Manifeste pour la défense du peuple basque*, dont Mauriac fut un des premiers signataires, et le commentaire qu'il rédigea à ce propos dans *Le Figaro*, nous permettent de mieux mesurer l'ampleur de son évolution. Relisons quelques extraits de ce commentaire : « Si j'ai signé ce manifeste à propos du bombardement de Guernica, écrit-il, ce ne fut pas sans balancer : pourquoi ne protester que contre les atrocités d'un des partis aux prises ? Le crime, en Espagne, est-il d'un seul côté ? Trouverait-on un seul exemple d'un manifeste de gauche contre les assassinats, les viols et les sacrilèges de Barcelone et d'ailleurs ? J'ai pourtant signé, et j'en donne ici la raison, autour de ce peuple basque profondément catholique et atteint aujourd'hui aux sources mêmes de sa vie, dans ses enfants, s'empressent des communistes et des anglicans. Il cherche, il appelle ses frères dans le Christ et ne les trouve pas. Il est bien temps de se demander s'il a mérité son malheur ou si on peut lui trouver quelque excuse ! (...) Un peuple chrétien gît dans le fossé, couvert de plaies. Devant son malheur, ce n'est pas faire le jeu du marxisme que de manifester au monde la profonde unité catholique (...) Il ne faut pas que le jour où le peuple basque s'éveillera de ce cauchemar, il puisse attester que seuls les ennemis mortels de l'Eglise l'ont secouru » (32). On le voit,

(30) Badajoz, *Le Figaro*, 18 août 1936, dans *Mémoires politiques*, op. cit., p. 73.

(31) *Mémoires politiques*, op. cit., p. 14.

(32) Le membre souffrant, *Le Figaro*, 29 mai 1937, dans *Mémoires politiques*, op. cit., pp. 81-82.

son souci premier était bien de briser l'équivoque qui, dans les esprits, pouvait faire confondre la cause de « Dieu crucifié » avec celle du général Franco.

Dans les mois qui suivirent, trois autres événements contribuèrent à engager davantage Mauriac dans cette voie. Nul doute en effet que la parution de la lettre collective des évêques espagnols, qui reprochait aux prêtres basques de ne pas avoir écouté la voix de l'Eglise, ainsi que la publication de l'article de Jacques Maritain dans lequel il déclarait qu'il n'était pas moins criminel de tuer les pauvres au nom de la religion que de tuer des prêtres par haine de la religion (33), ont contribué à lui faire prendre conscience de la solidarité « horrible » entre christianisme et fascisme. Enfin, la disparition de *Sept*, condamnée fin août 1937 par la hiérarchie pour sa hardiesse, lui fit mesurer à quel point la vérité pouvait être gênante pour « certains intérêts puissants » (34).

Sept renaîtra toutefois dans *Temps présent* et l'on peut dire qu'en choisissant d'y collaborer, Mauriac s'engagea résolument dans le combat antifasciste d'une revue hostile au franquisme et au nazisme. Ainsi, à la lumière du choix qui fut le sien dès 1937 et des événements ultérieurs, comprenons-nous mieux l'auteur du *Cahier noir* lorsqu'il écrit plus tard que « la guerre civile espagnole fut à la fois un aboutissement et un point de départ » (35).

Emmanuel Mounier : du double refus à la dénonciation de tous les fascismes (36).

En juillet 1936, deux questions préoccupent principalement Mounier : d'une part la difficulté de l'information et le danger des simplismes qui lui est inhérent, de l'autre le caractère d'un événement où se trouvent confrontés une rébellion de type fasciste, appuyée par la hiérarchie catholique, contre un gouvernement légal ainsi qu'un assaut de violence contre l'Eglise doublé d'un danger communiste.

En effet, avec Michel Winock, nous ferons remarquer que, soumise à une propagande profranquiste effrénée, par l'intermédiaire de la grande presse et de la presse confessionnelle — au moins jusqu'à Guernica —

(33) J. MARITAIN. De la guerre sainte, *La Nouvelle Revue Française* (1937), 286, pp. 21-37.

(34) Le rejet, novembre 1937, dans *Mémoires politiques*, op. cit., p. 61.

(35) *Mémoires politiques*, op. cit., p. 16.

(36) L'essentiel de la réflexion de Mounier sur la guerre d'Espagne est contenu dans les articles qu'il écrivit dans *Esprit* entre 1936 et 1939 ainsi que dans *Mounier et sa génération. Lettres, carnets et inédits*, Paris, Seuil, 1956.

l'opinion catholique se trouve dans une large majorité exclusivement alertée par la menace communiste (37). Or, face à cette situation, Mounier choisira de combattre la vision manichéenne selon laquelle la guerre civile espagnole est un affrontement entre le communisme et le catholicisme. Pour lui, « il s'agit de montrer précisément que la vérité est partagée, déchirée, et les hommes avec elle » (38).

Ainsi, la revue *Esprit*, dans les premiers articles qu'elle consacra à l'événement, tout en s'efforçant d'assurer une information aussi objective que possible, amorçait-elle un choix qui devait se renforcer tout au long de la guerre : celui de préférer « l'Eglise souffrante » à une « Eglise abritée à l'ombre de l'épée », celui d'opposer un double refus tout en rejetant l'abstention et de prendre parti sans être partisan.

Pour Mounier, briser la vision manichéenne de l'événement revenait d'abord à faire comprendre que toute la catholicité espagnole n'était pas unanime à soutenir la rébellion et à montrer ensuite que l'Eglise portait une lourde responsabilité dans le drame qui venait d'éclater. Sur ce dernier point, la revue s'attacha à montrer qu'en adoptant une attitude hostile aux réalités populaires, aux intérêts moraux et matériels du peuple, ainsi qu'à ses aspirations démocratiques, la méfiance et la haine du peuple à l'égard du monde religieux étaient devenues inévitables. Ainsi que l'écrit Semprun, correspondant d'*Esprit* en Espagne, « très fréquemment la haine contre le prêtre, contre le religieux, ne naît pas de ce qu'il est prêtre ou religieux, mais de ce qu'il ne l'est pas assez » (39).

En outre, la rupture entre le peuple et la bourgeoisie catholique s'explique par le fait que la religiosité est devenue dans ses manifestations extérieures, l'apanage de certaines classes de la société, celles de l'ordre et de l'argent. La conséquence qui en a résulté, écrit encore Semprun est « qu'en face d'une attaque du régime actuel de la propriété, ils crient à la religion, qu'ils croient défendre la religion quand ils défendent leurs propriétés » (40). C'est ainsi que menacés, nombre de catholiques ont ressenti la nécessité d'une force capable de protéger leur bien-être et que d'une opposition de classes et d'une incroyable ignorance religieuse « ne peuvent sortir et sont de fait sorties : la défense aveugle et l'attaque non moins aveugle ; le cléricalisme et l'anticléricalisme » (41).

(37) M. WINOCK, *op. cit.*, p. 129.

(38) La question d'Espagne inconnue, *Esprit* (1936), 50, pp. 286-290, *loc. cit.*, p. 288.

(39) J.-M. SEMPRUN Y GURREA, La question d'Espagne inconnue, *Esprit* (1936), 50, pp. 291-320, *loc. cit.*, p. 293.

(40) *Ibid.*, p. 303.

(41) *Ibid.*, p. 307.

Dans le courant de 1937, deux événements majeurs confirmèrent Mounier dans la voie prise en juillet 1936 : le bombardement de Guernica d'une part, le procès et la dissolution du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) par les communistes d'autre part.

Dans son numéro de juin 1937, *Esprit* prend position dans la polémique internationale qui s'est engagée à propos de Guernica. Rappelons à ce sujet que les autorités de Burgos, ainsi qu'une note officieuse allemande, rejetèrent toute responsabilité dans la destruction de la cité basque. Cette position était du reste soutenue par certains journaux français qui imputaient la destruction de Guernica à un incendie volontaire provoqué par les Républicains. A l'aide de documents et de témoignages, *Esprit* tenta de démonter le mécanisme d'une « stratégie du mensonge », tout en révélant, dans toute son horreur, une première application du principe de la guerre totale qui infligeait aux populations civiles l'action directe de la guerre (42). Mounier précisa toutefois, que dans cette affaire, il s'agissait moins de chercher à rallier au gouvernement de Madrid que de sanctionner certains faits même si cela bousculait « certains jugements commodes, certaines partialités confortables : la vérité est alors dans son rôle (...) » écrivait-il (43).

La dissolution du POUM, quant à elle, amena Mounier à publier les témoignages de Victor Serge et de Simone Weil qui dénonçaient le comportement des communistes staliniens et en particulier les persécutions que ceux-ci dirigeaient contre les trotskystes et les anarchistes. Considérant comme un devoir la lutte contre tous les fascismes (44), Mounier estimait que par charité, la sensibilité chrétienne devait être la même à leur égard qu'à l'égard des catholiques frappés au Pays basque. Lors du procès massif intenté au POUM, sans vouloir le défendre, il s'en prit violemment aux procédés utilisés : « Il faut que les choses soient claires, écrit Mounier : la menace d'un quelconque Staline, si elle était par impossible suspendue sur l'Espagne, nous verrait dressés contre elle comme nous le sommes contre Franco, pour les mêmes raisons, avec la même violence » (45).

En résumé, Mounier s'est efforcé de rejeter les deux itinéraires de fuite qu'ont représentés la non-intervention et la neutralité. Ainsi, la mission d'*Esprit* a-t-elle consisté à faire converger en un faisceau de bonne volonté ceux qui choisirent de servir la vérité. Dans une lettre de mai 1937, Mounier nous donne une nouvelle fois l'occasion de

(42) Voir E. MOUNIER, Guernica ou la technique du mensonge, Documents, *Esprit* (1937), 57, pp. 449-473.

(43) *Ibid.*, p. 473.

(44) Voir E. MOUNIER, Espoir au peuple basque, *Esprit* (1937), 58, pp. 643-649.

(45) Contre tous les fascismes, *Esprit* (1937), 58, pp. 649-650, *loc. cit.*, p. 650.

saisir sa vision d'ensemble des événements : « Jamais *Esprit* n'a défendu les hommes de Valence, écrit-il, il a défendu une légalité républicaine contre des généraux parjures et une menace d'Etat fasciste sous l'influence germano-italienne, c'est-à-dire de ceux qui demain seront en face de vos fils et de votre pays » (46).

Si sa lucidité laisse entrevoir les termes du dilemme que lui révéla la guerre civile espagnole : barrer la route aux fascismes et risquer la guerre ou défendre à tout prix la paix et risquer de favoriser la construction d'une Europe totalitaire, elle nous annonce surtout la prise de conscience du caractère vital de l'engagement du chrétien dans la cité à l'heure où « le désespoir est le seul fond de mémoire politique d'un nombre croissant de Français » (47).

A la croisée des chemins : un bilan.

Si la guerre d'Espagne a indéniablement constitué un événement capital dans l'Europe des années trente — et à cet égard nous noterons avec Jean-Baptiste Duroselle que « sa poursuite montrait que les menaces contre la paix internationale restaient graves » (48)— dans le cadre de notre analyse nous avons pu mettre en évidence le fait que pour Bernanos, Mauriac et Mounier, elle contribua de manière décisive à la cristallisation de leur engagement politique. Sur ce point, il nous reste à souligner les éléments d'une indiscutable convergence.

Force est d'abord de reconnaître que Bernanos, par son enthousiasme profranquiste des premières heures, Mauriac, par la violence de sa réaction à l'égard du gouvernement français et, d'une autre manière, Mounier, par sa prudente réserve et surtout sa crainte des simplismes mensongers, ont participé, à des degrés divers, au grand mouvement passionnel qui a alors divisé les Français. A ce titre, la sincérité de Bernanos, écrivant dans *Les Grands Cimetières sous la lune* : « Je ne suis pas plus que vous au-dessus des passions » (49), s'avère fort révélatrice de l'attitude de nombreux intellectuels face à l'événement. Si cela méritait d'être souligné, le fait que toutefois très rapidement tous trois portèrent leur combat sur les mêmes thèmes, à la lumière des mêmes événements le mérite tout autant.

(46) Lettre à Jacques Chevalier, 26 mai 1937, dans *Mounier et sa génération*, op. cit., p. 199

(47) E. MOUNIER, Comment le fascisme vient aux nations, *Esprit* (1938), 72, pp. 645-651, loc. cit., p. 645.

(48) J.-B. DUROSELLE, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Daloz, 1978, p. 205.

(49) G. BERNANOS, *Les Grands Cimetières sous la lune*, op. cit., p. 425.

Rappelons que ce furent en effet les massacres et les épurations auxquels se livrèrent les nationalistes, ainsi que l'aide germano-italienne dont ils bénéficiaient, qui amenèrent en premier lieu Bernanos et Mauriac à prendre de très nettes distances à l'égard de la rébellion franquiste, en même temps qu'ils contribuèrent à sortir Mounier de sa réserve. Par la suite, nous pouvons dire que l'offensive nationaliste au Pays basque ainsi que la publication de la lettre collective des évêques espagnols fixèrent leur attitude face au conflit. En effet, à partir de ce moment-là, tant pour Mounier que pour Bernanos et Mauriac, l'essentiel était de dénoncer le caractère religieux que les nationalistes cherchaient à donner à leur combat ainsi que le soutien officiel que celui-ci trouva auprès de la hiérarchie espagnole.

Si Mauriac a été l'homme qui vit dans le monde en luttant contre lui, Bernanos un prophète fulminant qui se retire du monde en lui jetant son mépris, Mounier l'infatigable artisan d'une réflexion politique ancrée dans le quotidien, au-delà de leurs divergences, tous trois ont assumé une conscience lucide des événements. Par leur volonté de comprendre, par leur détermination à refuser l'abstention, ils se sont accordés, au travers du difficile choix de la vérité, sur une certaine idée de l'engagement du chrétien dans le temporel. Pour mieux le comprendre, nous devons faire ici la part d'une réflexion suscitée et nourrie par les événements d'Espagne.

En effet, dans la vision des années trente qui fut la leur, la guerre d'Espagne est apparue comme le premier d'une longue suite d'événements. Bien qu'elle ait renforcé chez eux la conviction d'une Europe malade, l'essentiel est que les totalitarismes et les fascismes — le national-socialisme allemand en tout premier lieu — leur sont apparus comme étant désormais les agents les plus dangereux. Or, face à la menace qu'ils représentent, le rôle du chrétien est d'autant plus fondamental que la tentative de mobiliser à leur profit les forces spirituelles est une manœuvre commune à tous les fascismes (50). Dans cette perspective, la réponse d'un renouveau chrétien à une crise de civilisation avant tout spirituelle implique le rejet de toute forme de démission et de tout confort idéologique ainsi que la nécessité de délivrer l'Eglise de toutes les compromissions. Qu'enfin, cette nécessité ait consacré une rupture définitive avec les milieux politiques de droite ainsi qu'une désolidarisation de l'alliance qui existait traditionnellement en France entre ces milieux et l'Eglise, voilà qui fonde l'ultime convergence vers laquelle a tendu la logique de leur engagement.

(50) Concernant ce point de vue, voir E. MOUNIER, Comment le fascisme vient aux nations, *Esprit*, art. cit.

L'engagement politique de l'intellectuel : ébauche d'une réflexion.

Face aux événements des années trente, ressentis comme l'expression d'une crise européenne tant spirituelle que politique, les intellectuels se sont donc engagés politiquement. A ce stade de notre réflexion, la question qui nous vient à l'esprit est celle de l'opportunité de leur action. Était-ce bien leur affaire ? Autrement dit, et tenant compte du caractère public de leurs interventions, en vertu de quoi les intellectuels ont-ils fait part à tout le monde et au grand jour de leurs opinions face à l'événement ? Ajoutons : quel est le sens de leur action et quelle portée peut-on lui conférer ? En ébauchant une réflexion à partir de ces questions, nous tâcherons de mieux expliciter ce rapport privilégié de l'intellectuel à l'événement.

A la lumière de notre étude, nous pouvons dire que par le sentiment d'une mission à accomplir ou d'une prise de conscience à assumer, l'intellectuel se reconnaît une vocation qui lui est propre. Que celle-ci semble devoir trouver une part d'explication, ainsi que nous l'avons déjà évoqué, dans le poids d'une tradition issue du XVIII^e siècle, ne doit pas surprendre lorsque l'on sait que Voltaire déjà, comme l'écrit René Pomeau, « a habitué les Français à attendre du génie littéraire autre chose que des divertissements : une direction de conscience ». Dans cette perspective, l'affaire Calas a, en quelque sorte, institutionnalisé le « principat du grand écrivain 'éclairé' » (51). Maintenant, que cette tradition ait révélé toute son actualité dans la conjoncture des années trente nous fait vraisemblablement toucher du doigt un second facteur d'explication. Ayant déjà eu l'occasion de souligner la part des idéologies dans cette conjoncture, nous pouvons en effet nous demander dans quelle mesure il n'était pas naturel que l'intellectuel, que Raymond Aron définissait comme « l'homme des idées », ait revendiqué, se soit accordé et se soit vu reconnaître le droit à la parole (52).

En proclamant que l'abstention est illusoire et que l'événement est ce qui oblige à choisir, à « se salir les mains », Mounier nous laisse bien percevoir cet état d'esprit. « Nous sommes engagés, embarqués, préoccupés » écrivait-il (53), et en ce sens « le caractère historique de notre vie exige l'engagement comme condition de l'humanisation » ajoutait Landsberg (54); le refuser, c'est refuser la condition humaine. Dans la

(51) R. POMEAU, *Voltaire*, Paris, Seuil, 1955, p. 34.

(52) R. ARON, *L'opium...*, *op. cit.*, p. 290.

(53) E. MOUNIER, *Le personnalisme*, Paris, PUF, 1946, p. 106.

(54) P.-L. LANDSBERG, *Réflexions sur l'engagement*, *Esprit* (1937), 62, pp. 179-197, *loc. cit.*, p. 179.

mesure où tout acte traduit un choix, nous retrouvons, bien qu'exprimée différemment, cette dimension chez Mauriac lorsqu'au sujet de ses articles il écrivait que « chacun, au moment où il fut rédigé et publié, constituait une prise de position, c'est-à-dire un engagement, un acte » (55).

Pour Bernanos, Mauriac et Mounier, l'écriture et l'intervention publique ont traduit le choix d'assumer une conscience lucide des événements et d'exprimer le refus de cette part de tentation qui mène l'homme au renoncement, au fanatisme ou à l'inexistence personnelle. Ce choix qui a été le leur soulève toutefois une question primordiale : que serait en effet la prétention de la recherche de la vérité sans le rejet de toute forme de dépendance et d'aliénation ? En effet, seul l'homme libre peut y prétendre. Ainsi, tous trois ont affirmé la nécessité de dire en toute indépendance, rendant la liberté constitutive de leur rôle et de leur vocation.

En tant qu'acte enfin, l'engagement de l'intellectuel implique nécessairement une responsabilité. Nous dirons même plus, le renom de celui qui s'engage et l'autorité qu'il exerce au travers de son engagement politique confèrent à sa responsabilité une dimension particulière. Or, à « l'âge des orthodoxies », pour reprendre l'expression de Max-Pol Fouchet (56), la tentation est grande de mettre son autorité au service d'une Eglise, d'un Parti ou d'un Etat. Et, dans la mesure où l'orthodoxie tend à interdire tout ce qui lui est étranger et à nier la création même, l'esprit créateur ne peut plus se désintéresser de la cité et de l'action politique qui la nourrit par le fait même de la conscience qu'il a de la nécessité d'intervenir. En ce sens, cet âge aura démontré que l'irresponsabilité n'était pas plus à l'abri des conséquences les plus graves que le recours aux moyens extrêmes, conférant ainsi une dimension tout à fait vitale à la responsabilité de l'intellectuel dans son temps.

S'il n'est guère aisé d'évaluer à sa juste mesure la portée des prises de position de Bernanos, Mauriac et Mounier, autrement dit de les traduire en termes d'influence politique, nous pouvons reconnaître qu'en rejetant toute forme d'aliénation et qu'en faisant œuvre de clarté, ils ont contribué à redonner un sens à l'humain. Et si, comme l'écrivait Camus, « la logique du révolté est de vouloir servir la justice pour ne pas ajouter à l'injustice de la condition, de s'efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel et de parier, face à la douleur des hommes pour le bonheur » (57), alors nous pouvons écrire

(55) F. MAURIAC, *op. cit.*, p. 8.

(56) M.-P. FOUCHET, *L'intellectuel et les orthodoxies*, *Esprit* (1939), 77, pp. 693-703, *loc. cit.*, p. 695.

(57) A. CAMUS, *L'homme révolté*, dans *Essais*, Paris, Gallimard, 1965, p. 688.

que la logique de l'engagement de Bernanos, Mauriac et Mounier rejoint celle du révolté dans laquelle Camus voyait une profonde logique de création.

Summary : From the logic of passions to the vocation of commitment : Georges Bernanos, François Mauriac and Emmanuel Mounier facing the Spanish war.

The thirties constituted in many respects a rich and revealing moment of the history of political commitment of the French intellectuals. Within this conjuncture, the Spanish civil war, by its religious and ideological components, assumed for them a very special importance. The public engagements of Georges Bernanos, François Mauriac and Emmanuel Mounier rather clearly illustrate the cristallization of a new vocation of commitment to which the Spanish events conferred an irresistible character.

Although they participated, at different levels, to the big passionate movement which the event generated in France in July 1936, all three agreed, from 1937 on, to recognize that totalitarisms and fascisms then constituted the most dangerous agents in an ill Europe. Finally, one can say that by refusing the temptation which leads men to renunciation, fanaticism or personal unexistence, their political commitment has certainly illustrated their will to regive a meaning to the human.

